

SOUS LE SIGNE DU BATON ET DE LA CEINTURE : la rentrée solennelle de l'Université

M. FOUCHET, ministre de l'Éducation nationale, à ce titre grand maître de l'Université, n'a pas assisté, la semaine dernière, à la rentrée solennelle organisée à la Sorbonne. Il n'y a pas assisté mais s'était fait représenter largement. Ceci grâce à l'amabilité légendaire de son collègue de l'Intérieur. Ce fait modifie légèrement les leçons à tirer de la situation actuelle. Une cogestion conséquente de l'Université doit désormais passer aussi bien par les services de la place Beauvau que par ceux de l'Éducation nationale. Et l'on en voit tout de suite les prolongements. Le recours, pour occuper les chaires vacantes, aux commissaires divisionnaires délégués par la P. J., aux C.R.S. — en surnombre puisqu'on parle de dissoudre certaines compagnies — et réciproquement : un droit de contrôle des professeurs et étudiants pour ce qui concerne l'enseignement offert dans les amphithéâtres spécialisés des postes de police de quartier. La difficulté tiendra dans l'équilibre à trouver entre les deux tendances naturelles de la formule. L'autre jour, au Quartier latin, il est notable qu'une seule s'affirmait. Venue qui par cars, qui par voitures particulières, voire par motocyclettes, une foule ordonnée refoulait ceux-là mêmes à qui devait se destiner l'enseignement prévu. Le tri entre les élus bienheureux et les dédaignés se faisait sur la production de laissez-passer-invitation. De 8 h. 30 à 12 h. 30, les non-sélectionnés trouvèrent porte close.

L' « ordre » menacé

Le nombre des représentants de l'ordre déployés en la circonstance accordait le bénéfice d'une efficace force de frappe aux étudiants. Car fallait-il expliquer autrement la présence d'une telle abondance de policiers ? Peut-être s'agissait-il seulement de montrer qu'on était prêt, en haut lieu, à user des grands moyens pour mettre l'Université au nouveau pas. La venue, le samedi matin, de M. Fouchet, impromptue, elle, et sans grand déploiement de forces, sous le prétexte d'un dépôt de gerbes à l'occasion du 11

novembre (pourquoi samedi et non pas lundi ?), peut confirmer ce sentiment. M. Fouchet n'avait pas besoin de police pour venir à la Sorbonne quand il le voulait. Ou alors... la provocation ?



La chasse à l'étudiant : ce responsable de l'ordre s'est trouvé blanchi... au plâtre.
(Photo Elie Kagan.)

Les propos du ministre de l'Éducation nationale devant les caméras de la télévision, ou à l'Assemblée nationale sont nets. Il estime que l'effort fourni dans le domaine de renseignement supérieur, par la V^e République, est à la mesure des besoins. Que ceux qui affirment le contraire rejoignent les assertions d'une opposition rancunière. Que ses réformes sont nécessaires donc, par là, adaptées. Que, partant, le gouvernement n'a pas à compter avec des revendications injustifiées.

Ceci posé, on peut s'interroger sur la portée des événements du jeudi 7 novembre. Une véritable chasse à l'étudiant s'est déroulée dans les couloirs de la Sorbonne. Le règlement de cet éminent édifice indique pourtant que la force publique ne peut y pénétrer qu'en cas de troubles graves.

Un communiqué du S.N.E.S. (F.E.N.) a protesté contre ce qu'il nomme un véritable « état de siège » et « regretté que les autorités universitaires aient cru devoir autoriser

l'envahissement de ses locaux par plusieurs centaines de policiers en uniforme et en civil ». L'U.N.E.F. évalue à quatre mille le nombre des étudiants présents pour manifester (chiffre évalué à mille par les services officiels) et se félicite du succès de cette première action. La semaine de grève prévue en fin de mois donnera une idée exacte de la combativité des

étudiants. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce dangereux précédent : avec la ceinture, M. Fouchet introduit le bâton blanc dans l'Université. Voilà le nouveau qu'il propose comme ses prédécesseurs.

Jacques Copp.